EMPIRE CHÉRIFIEN
 Protectorat de la République Française
 AU MAROC

Bulletin Officiel

ABONNEMENTS :			
	MAROC	FRANCE et Colonies	ÉTRANGER
3 MOIS	4.50	6 fr.	7 »
6 MOIS	8 »	10 »	12 »
1 AN	15 »	18 »	20 »

ON PEUT S'ABONNER :
 A la Résidence de France, à Rabat,
 à l'Office du Protectorat du Maroc à Paris
 et dans tous les bureaux de poste.
 Les abonnements partent du 1^{er} de chaque mois.

ÉDITION FRANÇAISE
 Hebdomadaire

DIRECTION, RÉDACTION ET ADMINISTRATION
 Résidence Générale de France à Rabat (Maroc)

Pour les abonnements et les annonces, s'adresser à la Direction du *Bulletin Officiel*.
 Les mandats doivent être émis au nom de M. le Trésorier Général du Protectorat. Les paiements en timbres-poste ne sont pas acceptés.

PRIX DES ANNONCES :

Annonces judiciaires (la ligne de 34 lettres, corps 8, et administratives sur 3 colonnes . . . 4 fr. (Arrêté Résidentiel du 26 Janvier 1918 — B. O. n° 276 du 4 Février 1918).

Pour les annonces réclames, s'adresser à la Direction du *Bulletin Officiel*, Résidence Générale, Rabat.

Les annonces judiciaires et légales prescrites pour la publicité et la validité des actes, des procédures et des contrats pour toute la zone du Protectorat Français de l'Empire Chérifien doivent être obligatoirement insérées au " Bulletin Officiel " du Protectorat.

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

PAGES

- 1. — Dahirs du 18 Novembre 1918 (12 Safar 1337) ratifiant les promesses d'échange de terrains sis à Rabat, intervenues entre l'Administration des Domaines et diverses sociétés ou particuliers . . . 1117
- 2. — Dahirs du 2 Décembre 1918 (26 Safar 1337) établissant un ordre de priorité entre plusieurs demandes de recherches de mines . . . 1118
- 3. — Arrêté Viziriel du 25 Novembre 1918 (19 Safar 1337) allouant un supplément de salaire aux agents auxiliaires . . . 1119
- 4. — Arrêté Résidentiel du 1^{er} Décembre 1918 portant renouvellement des pouvoirs des Chambres d'Agriculture de Rabat et de Casablanca, des Chambres de Commerce de Rabat et de Casablanca et des Chambres mixtes de Commerce, d'Industrie et d'Agriculture de Mazagan et de M'arrakech . . . 1119
- 5. — Décision Résidentielle du 12 Décembre 1918 portant modifications dans l'organisation administrative de la Région de Rabat . . . 1120
- 6. — Ordre du 7 Novembre 1918 modifiant l'ordre du 17 Janvier 1918 portant création d'une caisse d'assurances entre expéditeurs pour les couvrir des risques de transports sur les Chemins de fer Militaires du Maroc . . . 1120

PARTIE NON OFFICIELLE

- 7. — Echange de télégrammes entre le Résident Général et le Général Gouraud à l'occasion de l'entrée de ce dernier à Strasbourg . . . 1120
- 8. — Séjour du Résident Général à Marrakech . . . 1120
- 9. — Situation politique et militaire de la zone française du Maroc à la date du 7 Décembre 1918 . . . 1121
- 10. — Avis d'ouverture d'enquête (expropriation pour cause d'utilité publique) . . . 1123
- 11. — Avis relatif à la dissolution de la Société des Monts de Piété au Maroc . . . 1123
- 12. — Avis du Bureau de Ravitaillement . . . 1123
- 13. — Rapport du Service de la Santé et de l'Hygiène publiques du mois de Novembre 1918 . . . 1123
- 14. — Avis de l'Office des Postes, des Télégraphes et des Téléphones . . . 1125
- 15. — Avis du Service des Remontes et Haras Marocains . . . 1125
- 16. — Avis d'examen pour l'emploi de dactylographe des Services Civils . . . 1125
- 17. — Propriété Foncière. — Conservation de Casablanca : Extraits de réquisitions n° 1880 à 1888 inclus 1890 ; Avis de clôtures de bornages n° 533, 763, 870, 966, 1035, 1190, 1214, 1215, 1217, 1294, 1349, 1380, 1397 et 1468. — Conservation d'Oudjda : Extraits de réquisitions n° 204 à 207 inclus ; Avis de clôtures de bornages n° 41, 42 et 43 . . . 1126
- 18. — Annonces et avis divers . . . 1131

PARTIE OFFICIELLE

DAHIR DU 18 NOVEMBRE 1918 (12 SAFAR 1337)
 ratifiant la promesse d'échange de terrains sis à Rabat, intervenue entre l'Administration des Domaines et la Compagnie Marocaine.

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand Sceau de Moulay Youssef).

A Nos Serviteurs intègres, les Gouverneurs et Caïds de Notre Empire Fortuné, ainsi qu'à Nos Sujets.

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu Très Haut en illustrer la teneur ! —

Que Notre Majesté Chérifienne,

A DÉCRÉTÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE UNIQUE. — Que nous ratifions la promesse d'échange du 1^{er} septembre 1917, aux termes de laquelle l'Administration des Domaines de l'Etat Chérifien cède à la Compagnie Marocaine, une parcelle de terre d'une superficie de 3.240 mètres carrés figurée en rose au plan N° 2 ci-joint, de l'immeuble makhzen de Rabat dénommé « Jardin de la Mammounia » et reçoit en contre-échange un terrain d'une superficie de 4.327 mètres carrés 55, sis en face de Bab Teben, l'une des Portes de Rabat, tel qu'il est délimité par un fisé rose au plan N° 1 ci-annexé.

L'acte à intervenir devra se référer au présent dahir.

Fait à Marrakech, le 12 Safar 1337.

(18 novembre 1918).

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 9 décembre 1918.

Pour le Commissaire Résident Général,
 L'Intendant Général, Délégué à la Résidence p. i.,
 Secrétaire Général du Protectorat,
 LALLIER DU COUDRAY.

DAHIR DU 18 NOVEMBRE 1918 (12 SAFAR 1337)
ratifiant la promesse d'échange de terrains sis à Rabat,
intervenue entre l'Administration des Domaines et
M. Robic, propriétaire à Rabat.

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand Sceau de Moulay Youssef).

A Nos Serviteurs intègres, les Gouverneurs et Caïds de
Notre Empire Fortuné, ainsi qu'à Nos Sujets.

Que l'on sache par les présentes, puisse Dieu Très Haut
en illustrer la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

A DÉCRÉTÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE UNIQUE. — Que nous ratifions la promesse
d'échange du 29 novembre 1917 aux termes de laquelle
l'Administration des Domaines de l'Etat Chérifien cède à
M. Robic, propriétaire à Rabat, une parcelle de terre d'une
superficie de 680 mètres carrés figurée en rose au plan
N° 2 ci-joint, de l'immeuble makhzen de Rabat, dénommé
« Jardin de la Mamounia » et reçoit en contre-échange un
terrain de 706 mètres carrés sis en face de Bouiba d'une
des portes de la ville de Rabat, tel qu'il est délimité par
un liséré rose au plan N° 1 ci-annexé.

L'acte à intervenir devra se référer au présent dahir

Fait à Marrakech, le 12 Safar 1337.

(18 novembre 1918).

Vu pour promulgation et mise à exécution

Rabat, le 9 décembre 1918.

Pour le Commissaire Résident Général,

L'Intendant Général, Délégué à la Résidence p. i.

Secrétaire Général du Protectorat,

LALLIER DU COUDRAY.

DAHIR DU 18 NOVEMBRE 1918 (12 SAFAR 1337)
ratifiant la promesse d'échange de terrains sis à Rabat,
intervenue entre l'Administration des Domaines et la
Société Immobilière au Maroc.

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand Sceau de Moulay Youssef).

A Nos Serviteurs intègres, les Gouverneurs et Caïds de
Notre Empire Fortuné, ainsi qu'à Nos Sujets.

Que l'on sache par les présentes, — puisse Dieu Très
Haut en illustrer la teneur ! —

Que Notre Majesté Chérifienne,

A DÉCRÉTÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE UNIQUE. — Que nous ratifions la promesse
d'échange en date du 27 février 1918, aux termes de la-
quelle l'Administration des Domaines de l'Etat Chérifien
cède, à la Société Immobilière au Maroc, trois parcelles
de terre d'une superficie respective de 2.956, 6.440 et 4.982
mètres carrés (au total 13.678 mètres carrés), figurées au
plan N° 1 ci-joint, à prélever sur l'immeuble makhzen de
Rabat, dénommé « Jardin de la Mamounia » et reçoit en
contre-échange un terrain de 22.024 mètres carrés, sis Bou-

levard Joffre, tel qu'il est délimité par un liséré rose au
plan N° 2 ci-annexé ainsi qu'une soulte de 20.522 francs.
L'acte à intervenir devra se référer au présent dahir.

Fait à Marrakech, le 12 Safar 1337.

(18 novembre 1918).

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 9 décembre 1918.

Pour le Commissaire Résident Général,

L'Intendant Général, Délégué à la Résidence p. i.,

Secrétaire Général du Protectorat,

LALLIER DU COUDRAY.

DAHIR DU 18 NOVEMBRE 1918 (12 SAFAR 1337)
ratifiant la promesse d'échange de terrains sis à Rabat,
intervenue entre l'Administration des Domaines et
le Crédit Marocain.

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand Sceau de Moulay Youssef).

A Nos Serviteurs intègres, les Gouverneurs et Caïds de
Notre Empire Fortuné, ainsi qu'à Nos Sujets.

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu Très
Haut en illustrer la teneur ! —

Que Notre Majesté Chérifienne,

A DÉCRÉTÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE UNIQUE. — Que nous ratifions la promesse
d'échange, du 20 septembre 1918, aux termes de laquelle
l'Administration des Domaines et de l'Etat Chérifien cède
au Crédit Marocain une parcelle de 2.141 mètres carrés
figurée en rose au plan ci-joint, de l'immeuble makhzen
de Rabat, dénommé « Jardin de la Mamounia » et reçoit
en contre-échange deux terrains sis à l'angle de l'Avenue
de la Résidence, et du Boulevard qui porte notre nom,
d'une superficie respective de 4.056 et 93 mètres carrés tels
qu'ils sont délimités en bleu et en vert, liséré brun au dit
plan.

L'acte à intervenir devra se référer au présent dahir.

Fait à Marrakech, le 12 Safar 1337.

(18 novembre 1918).

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 9 décembre 1918.

Pour le Commissaire Résident Général,

L'Intendant Général, Délégué à la Résidence p. i.,

Secrétaire Général du Protectorat,

LALLIER DU COUDRAY.

DAHIR DU 2 DÉCEMBRE 1918 26 SAFAR 1337)
établissant un ordre de priorité entre plusieurs demandes
de recherches de mines.

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand Sceau de Moulay Youssef).

A Nos Serviteurs intègres, les Gouverneurs et Caïds de
Notre Empire Fortuné, ainsi qu'à Nos Sujets.

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu Très
Haut en illustrer la teneur ! —

Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu le Dahir du 9 juin 1918 (29 Chaabane 1336) fixant les conditions dans lesquelles sera repris l'enregistrement des permis de recherches de mines ;

Vu les demandes de permis déposées le 3 septembre 1918 au Service des Mines de Rabat par le représentant M. Garenne et enregistrées sous les N° 29 et 30 ;

Vu les demandes de permis déposées le 5 septembre 1918 par M. Busset et enregistrées sous les N° 58 et 59 ;

Vu le rapport du 8 novembre 1918 du Chef du Service des Mines ;

A DÉCRÉTÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE UNIQUE. — L'ordre de priorité entre les demandes de permis enregistrées par le Service des Mines de Rabat sous les N° 29, 30, 58 et 59 sera le suivant :
59, 29, 30, 58.

*Fait à Marrakech, le 26 Safar 1337.
(2 décembre 1918).*

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 13 décembre 1918.

*Le Commissaire Résident Général,
LYAUTEY.*

DAHIR DU 2 DÉCEMBRE 1918 (26 SAFAR 1337)
fixant un ordre de priorité entre plusieurs demandes de permis de recherches de mines.

LOU ANGE A DIEU SEUL !

(Grand Sceau de Moulay Youssef).

A Nos Serviteurs intègres, les Gouverneurs et Caïds de Notre Empire Fortuné, ainsi qu'à Nos sujets.

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu Très Haut en illustrer la teneur ! —

Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu le Dahir du 9 juin 1918 (29 Chaabane 1336) fixant les conditions dans lesquelles sera repris l'enregistrement des permis de recherches de mines ;

Vu les demandes de permis déposées le 3 septembre 1918 au Service des Mines de Rabat par la Compagnie Chérifienne de Recherches et de Forages et enregistrées sous les N° 82 A et 76 A ;

Vu les demandes de permis déposées le 7 septembre 1918 à Rabat par la Société d'Études Minières et Industrielles, enregistrées sous les N° 157 A et 158 A ;

Vu le rapport du 4 novembre 1918 du Chef du Service des Mines ;

A DÉCRÉTÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE PREMIER. — L'ordre de priorité entre les demandes de permis enregistrées par le Service des Mines de Rabat sous les N° 82 A et 157 A sera le suivant :

157 A, 82 A.

ART. 2. — Entre les demandes enregistrées à Rabat sous les N° 76 A et 158 A, l'ordre de priorité sera :

158 A, 76 A.

*Fait à Marrakech, le 26 Safar 1337.
(2 décembre 1918).*

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 13 décembre 1918.

*Le Commissaire Résident Général,
LYAUTEY.*

ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 25 NOVEMBRE 1918

(19 SAFAR 1337)

allouant un supplément de salaire aux agents auxiliaires

LE GRAND VIZIR,

ARRÊTE :

ARTICLE UNIQUE. — Les agents auxiliaires français, ainsi que les agents auxiliaires sujets ou protégés français originaires d'Algérie, de Tunisie ou de Syrie, employés à titre temporaire dans les divers Services administratifs du Protectorat qui ont fait l'objet d'une nomination régulière et dont le salaire ne dépasse pas 500 francs par mois, recevront, à compter du 1^{er} janvier 1918 et jusqu'à la fin de la guerre, un supplément mensuel de salaire de 41 fr. 65.

*Fait à Rabat, le 19 Safar 1337.
(25 novembre 1918).*

EL MAHDI GHARITH, Naïb du Grand Vizir,

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 7 décembre 1918.

Pour le Commissaire Résident Général,

*L'Intendant Général, Délégué à la Résidence p. i.,
Secrétaire Général du Protectorat,
LALLIER DU COUDRAY.*

ARRÊTÉ RÉSIDENTIEL DU 1^{er} DÉCEMBRE 1918
portant renouvellement des pouvoirs des Chambres d'Agriculture de Rabat et de Casablanca, des Chambres de Commerce de Rabat et de Casablanca et des Chambres mixtes de Commerce, d'Industrie et d'Agriculture de Mazagan et de Marrakech.

LE COMMISSAIRE RÉSIDENT GÉNÉRAL,

Vu l'Arrêté Résidentiel du 30 mai 1918 portant renouvellement des membres des Chambres d'Agriculture de Rabat et de Casablanca, de la Chambre mixte de Commerce, d'Industrie et d'Agriculture de Mazagan, de la Chambre mixte de Commerce, d'Industrie et d'Agriculture de Marrakech, des Chambres de Commerce de Rabat et de Casablanca, pour la période du 1^{er} juillet au 31 décembre 1919 ;

Considérant que l'étude des dispositions réglementaires à prévoir pour le renouvellement de ces Chambres par la voie de l'élection, dont le principe a été adopté, nécessite un certain délai.

ARRÊTE :

ARTICLE UNIQUE. — Les pouvoirs des membres des Chambres d'Agriculture de Rabat et de Casablanca, des Chambres de Commerce de Rabat et de Casablanca, des Chambres mixtes de Commerce, d'Industrie et d'Agriculture de Mazagan et de Marrakech, sont prorogés pour une durée de quatre mois, s'étendant du 1^{er} janvier au 30 avril 1919.

Marrakech le 1^{er} décembre 1918.

LYAUTEY.

DÉCISION RÉSIDENTIELLE DU 12 DÉCEMBRE 1918
portant modifications
dans l'organisation administrative de la Région de Rabat

LE COMMISSAIRE RÉSIDENT GÉNÉRAL,

DÉCIDE :

ARTICLE PREMIER. — Le Bureau des Renseignements d'Oulmès est supprimé et son territoire est rattaché au Bureau de Tedders.

ART. 2. — La nouvelle circonscription ainsi formée prendra le nom « d'Annexe de Tedders » et continuera à dépendre du Cercle des Zemmour.

ART. 3. — Cette organisation entrera en vigueur à la date de la présente décision.

Rabat, le 12 décembre 1918.

LYAUTEY.

ORDRE DU 7 NOVEMBRE 1918

modifiant l'ordre du 17 Janvier 1918 portant création d'une caisse d'assurances entre expéditeurs pour les couvrir des risques de transports sur les Chemins de fer Militaires du Maroc.

NOUS, COMMISSAIRE RESIDENT GENERAL, COMMANDANT EN CHEF,

Vu l'Ordre du 17 janvier 1918 :

ORDONNONS CE QUI SUIT :

ARTICLE PREMIER. — L'article 2 de l'ordre susvisé est abrogé et remplacé ainsi qu'il suit :

« ARTICLE 2. — Cette caisse sera alimentée au moyen de primes calculées de la façon suivante sur la valeur déclarée :

1° Meubles, fontes moulées, sucrés, marbres, porcelaines, poteries en cadres, glaces, verreries, liquides, tissus : 0 fr. 25 par fractions indivisibles de 100 francs et de 100 kilomètres.

2° Autres marchandises : 0 fr. 15 par fractions indivisibles de 100 francs et de 100 kilomètres. »

ART. 2. — Les dispositions qui précèdent entreront en vigueur le 1^{er} janvier 1919.

Rabat, le 7 novembre 1918.

P. le Commissaire Résident Général, Commandant en Chef,
P. O. le Lieutenant-Colonel, Chef du Bureau des Transports,
SEGRESTAA.

PARTIE NON OFFICIELLE

ÉCHANGE DE TÉLÉGRAMMES

entre le Résident Général et le Général Gouraud, à l'occasion de l'entrée de ce dernier à Strasbourg.

« Général Gouraud, Strasbourg,

« Tous au Maroc ont tressailli d'émotion et de fierté à nouvelle de votre entrée à Strasbourg. Vous avez laissé

au Maroc un tel souvenir, tous vous y restent si profondément attachés qu'il semble que l'honneur sublime qui vous échoit rejaillisse un peu sur tous ceux qui, ici, vous ont aimé et servi.

« En me faisant l'interprète de tous je vous envoie ma joie fraternelle.

« LYAUTEY. »

Le Général GOURAUD a répondu ainsi qu'il suit :

« Mon Général,

« Dans le deuil cruel qui a assombri pour moi la journée mémorable de Strasbourg, votre dépêche est un rayon de soleil et d'amitié de notre cher Maroc. Dites à tous ceux dont vous avez bien voulu vous faire l'interprète et à qui je garde un si affectueux souvenir, qu'en tête des régiments que l'Alsace acclamait avec tant d'amour, il y avait vos vieilles troupes Marocaines, le quatrième Zouaves et le quatrième mixte, couverts de gloire.

« Votre fidèle,

« GOURAUD. »

SÉJOUR DU RÉSIDENT GÉNÉRAL A MARRAKECH

Le Général LYAUTEY, Résident Général, est arrivé à Marrakech le 22 novembre accompagné de ses maisons civile et militaire.

Dès son arrivée il s'est rendu chez S. M. le Sultan MOULAY YOUSSEF pour une première visite.

Au cours de l'après-midi du dimanche 24 novembre il a reçu au palais de la Bahia la colonie française et alliée et les officiers et fonctionnaires de la garnison ainsi que leurs familles. Au cours de cette réception le Général prononça l'allocution suivante :

Vous avez déjà célébré nos victoires avec le Général de Lamotte en d'éclatantes manifestations propres à la grandeur de la situation. Je suis venu ici pour saluer le Sultan dont le concours loyal, fidèle, vigilant, nous a été si précieux au cours de cette guerre. J'ai voulu vous réunir ici pour sentir nos cœurs battre à l'unisson devant cette admirable et décisive victoire. Vous avez lu mes proclamations à mes concitoyens, à nos troupes. Nous allons écouter ensemble dans un silence religieux notre hymne national et ceux de nos alliés.

La musique militaire du 114^e exécuta les hymnes des Alliés.

Le 25 novembre le Général a visité le camp et les installations militaires du Guéliz : le bataillon sénégalais, les casernes des territoriaux, l'escadron des spahis sénégalais, l'escadron du train, l'infirmerie, le foyer du soldat.

Le soir il a reçu à dîner à la Bahia les membres du Makhzen et les grands Caïds du Sud. Le Général de Lamotte, M. Marc, Conseiller Chérifien, et les autorités locales assistaient à cette réunion.

A cette occasion le Résident Général prononça l'allocution suivante :

A chacun de mes séjours à Marrakech, je tiens à réunir à ma table les Grands Caïds, qui sont ici les plus fermes soutiens de l'autorité et n'ont cessé de m'apporter un si loyal et complet appui.

Aujourd'hui cette réunion m'est particulièrement

agréable puisqu'elle concorde avec la victoire triomphale de notre cause commune et que nous pouvons nous livrer sans réserve à notre joie.

Il y a malheureusement parmi nous un grand vide : celui qu'a laissé Si Madani Glaoui, Chef de cette noble Maison des Glaoua, ancien Grand-Vizir et dont la grandeur ne tenait pas seulement à l'importance de son commandement, ni aux charges qu'il avait exercées, mais à son mérite personnel, à sa vaste intelligence et à son jugement.

Je salue la mémoire de ce véritable ami

Mais nous avons la bonne fortune d'avoir en ce moment à Marrakech les hauts personnages amenés par le séjour de Sidna. Et la présence autour de cette table des représentants du Makhzen Fortuné, de Son Excellence le Grand Vizir, des Vizirs, du Chambellan personnel de Sa Majesté, réunis aux illustres Caïds du Haouz avec moi et mes collaborateurs intimes, donne bien l'image de l'harmonie et de l'équilibre que nous nous sommes efforcés d'établir au Maroc entre ceux qui ont la charge de gouverner les peuples de ce glorieux Empire.

Les difficultés si graves contre lesquelles nous avons eu à lutter depuis quatre ans ont pour toujours cimenté notre union. La lutte commune a trempé notre amitié et notre confiance réciproques.

Aujourd'hui qu'un succès qui dépasse toute prévision a couronné les efforts de la France et de ses Alliés, succès auquel le Maroc a si largement contribué par le sang de ses enfants et par la contribution de ses ressources, nous voyons s'ouvrir une ère de paix et de développement presque sans limites.

Mais puisque je parle à des hommes de Gouvernement je tiens à ce qu'ils se rendent compte que notre tâche, la plus difficile peut-être, va commencer. Il faudra, en effet, concilier les progrès modernes, le développement de l'industrie, des travaux publics, l'ouverture du pays aux grandes entreprises, toutes choses qui seront maintenant plus que jamais la règle du monde entier et auxquelles le Maroc ne saurait se dérober, avec la sauvegarde de ses traditions, de ses institutions, du statut personnel de ses habitants, avec le respect des hiérarchies sociales et de la religion.

Vous savez combien j'y suis sincèrement attaché par mes sentiments personnels, par les traditions de ma propre race.

Sidna auquel vous voudrez bien rapporter mes paroles, peut compter entièrement sur moi pour le maintien de ces choses essentielles, de même que je compte entièrement sur vous pour m'aider à diriger cet Empire, que j'aime comme mon pays, dans la voie du progrès et de la richesse.

Suivant notre coutume, je lève mon verre :

A Sa Majesté le Sultan ;

A vous tous,

Et à la grandeur de l'Empire.

* * *

S. E. le Grand Vizir, El Hadj Mohamed El Mokri, répond au nom de S. M. le SULTAN, des Vizirs ses collègues et des Grands Caïds présents.

Il rappelle que trois ans auparavant, M. le Commissaire Résident Général avait réuni à cette même table les

grands Caïds de Marrakech, au nombre desquels Si El Madani Glaoui. La mort de ce grand chef, dit le Grand Vizir, laisse un grand vide et d'immenses regrets qui ne sont atténués que par la présence du Pacha son frère, qui a hérité des traditions politiques du chef de la famille.

El Hadj Mohamed El Mokri remercie vivement le Général LYAUTEY des paroles flatteuses qu'il vient de prononcer concernant S. M. le SULTAN et le Makhzen et l'assure que si le Maroc a supporté sans faiblir plus de quatre années de guerre, il est encore prêt, avec l'aide du Gouvernement français à s'engager résolument dans la voie du progrès et du développement économique.

Nous savons tous — ajoute le Grand Vizir — que vous aimez le Maroc pour le bien duquel vous avez dépensé sans compter votre énergie et votre santé, Je suis certain d'exprimer notre désir à tous en souhaitant de collaborer le plus longtemps possible avec vous à l'organisation et au développement économique de l'Empire Chérifien.

Le 26 novembre le Général a visité les souks de Marrakech, où la population s'était rendue nombreuse. Le Khalifa du Pacha se trouvait en personne pour recevoir le Général.

Le soir un dîner a été offert au Résident Général par Si El Hadj Thami Glaoui, Pacha de Marrakech. Le Général de Lamothe y assistait ainsi que les membres du Makhzen et plusieurs personnalités officielles de Marrakech.

Le 27 novembre, visite du Résident Général au Mellah, dont il a parcouru toutes les rues accompagné du Général De Lamothe, du Colonel Berriau, de M. Marc, du Capitaine Beigbeder, de Si Hassi, frère d'Hadj Thami, Pacha de la Casbah et du Mellah.

Réception spéciale à l'Ecole de l'Alliance Israélite.

La question de l'extension du Mellah et des écoles a été étudiée sur place.

Le 28 novembre dans la matinée, le Général a passé l'inspection de la Garde Chérifienne.

Dans l'après-midi Madame LYAUTEY recevait les familles des officiers et fonctionnaires de la Garnison.

Le 29 novembre, réunion du Comité d'Etudes Economiques. Principales questions traitées :

1° Relations du Centre de Marrakech avec les ports de la côte ;

2° Droits de portes ;

3° Répartition du sucre.

Le 2 décembre le Résident Général a fait une visite privée à S. M. le SULTAN.

Le 4 décembre, le Résident Général avec sa suite quittait Marrakech, visitait la ville de Settat et assistait, le soir, à Casablanca, à la soirée des Médaillés Militaires.

SITUATION POLITIQUE ET MILITAIRE DE LA ZONE FRANÇAISE DU MAROC à la date du 7 Décembre 1918

Taza. — Sur le front de la Moyenne Moulouya, un groupe mobile rassemblé le 6 décembre à Guettara se porte, le 7, sur Aïn Sekhouna pour y créer un nouveau poste. Un blockhaus intermédiaire est en construction à

l'Oued El Amar, au Nord d'Aïn Sekhoua. Un second point d'appui sera prochainement établi à Aïn Frithissa. Tous ces ouvrages jalonnent la route d'étapes qui remonte le cours de la Moyenne Moulouya et dont la construction doit être immédiatement entreprise de Mahiridja jusqu'à Outat Ouled El Hadj.

Fès. — Sur le front de l'Ouergha, tous les représentants des Senhadja de Dol, des Mtioua, des Fenassa, des Beni Oulid et de Ghioua ont été présentés le 1^{er} décembre par Si Mohammed El Mekki et Si Mehdi Daoudi au commandant de Région qui visitait Aïn Mediouna.

Meknès. — Au Tafilalet, tous les ksour du Tizimi ont ouvert leurs portes à la harka du Chérif. El Maadid, attaqué par surprise, le 3 décembre, a vu sa première enceinte enlevée, mais résiste derrière la seconde. Le Chérif déclare disposer de 3.600 fusils ; il attend de nouveaux renforts pour attaquer le poste d'Erfoud ; il a détaché un groupe de 600 Aït Atta vers Aoufous pour surveiller la route de Bou Denib. Ses projets sont grandioses puisqu'il ne veut rien moins qu'aller jusqu'à Timis. Sa propagande est active ; ses émissaires sont signalés dans le Haut-Guir et au delà du Grand Atlas chez les Aït Tseghouchen et les Ouled Khoua. Des rekkas lui sont envoyés par les Aït Youssi d'Enjil ; il somme les fils d'Ali Amaouch de remettre à Ou El Aidi Zaïani les trésors amassés par leur père pour servir à la défense de l'Islam.

Sidi El Haouari, marabout du Ferkla, que les exactions du Chérif avait un moment éloigné du Tafilalet paraît chercher une réconciliation. On le signale à Zaouïa Djedida du Reteb avec un groupe de 80 partisans.

De nombreux djiouch, pour la plupart Aït Moghrad et Aït Hammou, au service du Chérif, appuient sa propagande, attaquent et pillent les ksour du Reteb, se répandent dans le Daït, réapparaissent du côté de Tazzouguert sur la route des convois de Bou Denib à Gourrama. L'un d'eux franchissant le Haut-Atlas, se montre le 2 décembre levant ksar Tatiouine, au Sud de Midelt.

Les populations sur lesquelles s'étend l'action du Chérif sont, en majeure partie, berbères. L'élément arabe, en minorité dans le Sud, n'est représenté dans le Territoire de Bou Denib que par deux tribus nomades : les Ouled Naceur (230 tentes environ) dont les parcours s'étendent du Guir aux Hauts-Plateaux Beni Guil sans dépasser à l'Ouest les premières rides montagneuses du Haut-Atlas, au contact des Berbères Aït Bouchaouen et les Doui-Menia qui nomadisent dans la Hammada du Guir au Tafilalet.

Les Chorfa du Tafilalet qui sont également arabes ont essaimé au Medaghra où ils sont en majorité, à Ksar Es Souk, à Ksabi et dans plusieurs ksour du Guir. On sait qu'ils sont issus d'un des rameaux de la branche des Alaouites, les Ouled Moulay Ali Chérif.

L'élément berbère qui est la grande majorité se répartit entre trois grandes confédérations : les Aït Yafelman, les Aït Tseghouchen et les Aït Atta.

Les Aït Yafelman soumis comprennent :

1° Les Aït Izdeg, autrefois nomades, aujourd'hui sédentaires, et qui peuplent presque tous les ksour du bassin du Ziz jusqu'à Ksar Es Souk, ainsi que quelques ksour du Guir. Ils ont essaimé sur le versant Nord du Grand Atlas où on les retrouve à Outat Aït Izdeg et sur la Haute-Moulouya ;

2° Les Aït Aïssa sédentaires, qui habitent le bassin de l'Oued Haiber, affluent du Haut-Guir et quelques ksour du Guir.

Les Aït Tseghouchen forment l'élément le plus fruste de la population berbère du territoire de Bou Denib. Ils habitent tout le massif du Grand-Atlas, du Tizzi Ntelghemt jusqu'aux plaieaux du Rekkam. Ils descendent en hiver partie dans la plaine de Gourrama, partie vers la Moulouya, mêlant leurs campements à ceux des Ouled Khaoua et de la région de Misour.

Toutes les tribus de cette grande confédération : Aït Bouchaouen, Aït Mesrouh, Aït Bou Meriyem, Aït Bou Lhacen, Aït Ben Ouafdel, Aït Saïd sont soumises. Une seule sous-fraction des Aït Saïd, les Aït Hammou, reste encore en dissidence.

Les Aït Atta soumis sont des sédentaires habitant les ksour du Reteb et qui appartiennent aux différents khoms ou fractions de la grande confédération nomade et plus particulièrement aux Aït Ounebgui et aux Aït Sful. Ils ont été les premiers à écouter la propagande du Chérif et à alimenter sa harka.

A l'élément berbère, il faut rattacher les Guebala disséminés du Draa au Tafilalet habitant de gros ksour sous la dépendance des tribus au milieu desquelles ils vivent. Ils constituent, croit-on, l'élément aborigène.

Nos adversaires appartiennent aux deux grandes confédérations nomades des Aït Yafelman et des Aït Atta.

Ce sont chez les Aït Yafelman :

Les Aït Moghrad ksouriens de l'Oued Gheris et du Ferkla, nomades qui campent entre les Oueds Gheris Toudra et Dadés ; une fraction, les Aït Aïssa ou Isem nomade plus particulièrement dans la haute vallée du Ziz et au voisinage du Tizzi Ntelghemt. Ils ont leur parcours en contact de nos population soumises de la Moulouya et par nécessité vivent en bons termes avec elles tout en facilitant le passage des djiouch au delà de l'Atlas. Les Aït Moghrad obéissent aux suggestions de Sidi El Haouari marabout du Ferkla, autrefois disciple du grand cheikh derkaoui, Si Mohamed Larbi. Ils recueillent chez eux les Aït Hammou et les Ouled Djerir dissidents, constants éléments de discorde et de brigandages. Ils ont fourni de gros contingents à la harka d'El Maadid en 1916. Ils peuvent mettre sous les armes 2.500 combattants qui ont une réputation de bravoure assez méritée. Le pays Aït Moghrad est d'accès facile : un large plateau qui n'offre aucune difficulté conduit, en deux étapes, de Ksar Es Souk au Ghéris.

Les Aït Haddidou sont aussi des Aït Yafelman. Leur habitat s'étend dans les hautes vallées du Ziz, du Gheris et de l'assif Melloul, affluent du Haut-Oued El Abid. Quelques notables sont en relations avec le poste de Rich mais la masse suit, en général, le sort des Aït Moghrad qui sont du même lef. Ils peuvent mettre en ligne autant de fusils que ces derniers mais comme eux ils sont aussi mal armés.

Les Aït Atta comptent dans le Sud Marocain parmi nos plus sérieux adversaires. Mi-nomades, mi-sédentaires, ils s'étendent à l'Ouest du Tafilalet, jusqu'au Draa et jusqu'au Sahel Atlantique.

Les fractions qui nomadisent en lisière du Tafilalet y possèdent des ksour où elles ensilotent leurs grains, des palmiers qui, chaque année, les rappellent dans les oasis

pour la récolte des dattes. Deux districts du Tafilalet, les Aït Mhamed et les Sefalat, ont toujours maintenu avec ces fractions de bonnes relations de voisinage. Grands transhumants et grands pasteurs, les Aït Atta envoient leurs chameaux pâturer au Maider entre le Tafilalet et le Djebel Segho ; leurs troupeaux transhument en été jusque vers l'Oued El Abid.

Très divisées entre elles, par des querelles intestines toujours renaissantes, les tribus Aït Atta se partagent entre deux grands lefs : Aït Sful et Aït Ouahlim.

Les Aït Ounir qui se rattachent au premier lef sont au Draa sous l'influence des Glaoua. Une autre fraction importante des Aït Sful s'est présentée à Tighemart en mai 1918.

Des relations s'étaient nouées également avec les Aït Yazza, Aït Atta qui habitent dans le Djebel Ograt, au confluent du Ghéris et du Todra.

Seuls, parmi les Aït Atta nomades, une notable partie des Aït Khebbache a fait une soumission effective et campe chaque année sur la Hammada, aux environs immédiats de Bou Denib.

Rabat. — Quelques rassemblements de peu d'importance sont encore signalés dans la banlieue d'Ouezzan. Peu à peu, les Masmoudas réintègrent leurs douars. Kuhnel distribue les derniers fonds de la propagande allemande.

Le front du Gharb complètement rétabli s'étaye maintenant sur les postes de Dêfali-Amama-Beni Oual-Remel-Mzefroun, qui, de l'Ouergha au Loukkos, constituent sous un commandement unique la zone de couverture. Quatre goums ont respectivement leurs points d'attache à Arbaoua, Mzefroun, Beni Oual et Dêfali. Trois lignes de résistance sont organisées en tribus, chez les Masmoudas et à la limite Nord du Gharb. Le groupe mobile a pu être licencié dès le 1^{er} décembre. Les travaux du nouveau poste de Remel se poursuivent sans incident.

CHEMINS DE FER

Expropriation pour cause d'utilité publique

Avis d'ouverture d'enquête

Le public est prévenu qu'en exécution de l'arrêté du Directeur des Travaux Publics, en date du 4 décembre 1918, et en conformité de l'article 6 du dahir du 31 août 1914 sur l'expropriation pour cause d'utilité publique, les plans, profil en long et notice descriptive du tracé, le tableau indicatif des ouvrages à exécuter, les plan parcellaire et tableau indicatif des propriétés à acquérir pour l'établissement du chemin de fer à voie normale de Casablanca à Rabat, entre ses points hectométriques 52 et 279, ont été déposés au bureau du Contrôle Civil de Chaouïa-Nord, à Casablanca et y resteront pendant le délai d'un mois à dater du 20 décembre afin que chacun puisse en prendre connaissance.

Un registre d'enquête est ouvert à ce même bureau pour recevoir les déclarations et réclamations qui seront faites pendant le même délai.

Après ce délai, toutes les pièces et observations seront transmises à M. le Directeur Général des Travaux Publics.

AVIS

relatif à la dissolution de la Société des Monts de Piété au Maroc

L'assemblée générale des actionnaires de la Société des Monts-de-Piété au Maroc, tenue à Lyon, 16, rue Romarin, à la date du 15 octobre, a prononcé la dissolution de cette Société.

D'accord avec le Gouvernement Chérifien, et pour éviter les inconvénients qui pourraient résulter pour le public de l'absence momentanée de tout établissement de prêts sur gages au Maroc, il a été décidé par l'Assemblée que l'exploitation des établissements en exercice continuerait par les soins du liquidateur jusqu'au jour où cette exploitation, que l'intérêt public ne permet pas de suspendre, passera en d'autres mains.

La Direction des Affaires Civiles du Protectorat se préoccupe de la situation créée par cet état de choses et est disposée à envisager, dans le délai le plus bref, l'octroi d'une concession nouvelle destinée à assurer dans l'avenir le fonctionnement de prêts sur gages dans certaines villes du Maroc.

AVIS DU BUREAU DE RAVITAILLEMENT

Messieurs les importateurs sont informés qu'à l'avenir leurs demandes d'importation d'Espagne pourront être adressées au Bureau de Ravitaillement de la Résidence Générale, par l'entremise des Offices et Bureaux Economiques, sur simple lettre, sans faire usage des formules en 5 exemplaires employées précédemment.

DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES DE SANTÉ

SERVICE DE LA SANTÉ ET DE L'HYGIÈNE PUBLIQUES

Rapport du Mois de Novembre 1918

Situation Sanitaire générale. -- Une amélioration notable de la situation sanitaire générale a été constatée au cours du mois.

L'épidémie de grippe a diminué sensiblement et comme quantité de cas observés et comme gravité.

Il y a eu à noter, en outre, une épidémie de rougeole à Matmata (Région de Fès) et un grand nombre de cas de dysenterie portant sur la population israélite de Meknès.

L'attention de l'autorité locale a été appelée sur la nécessité de surveiller de très près les progrès de cette affection dont les recrudescences persistantes à Meknès exigent des mesures spéciales et suivies.

Formations Fixes. — Les Médecins des Infirmeries Indigènes ont effectué 6 tournées sanitaires et pratiqué, au cours de ces tournées, 500 vaccinations environ.

Une circulaire a été envoyée aux médecins-chefs de Subdivision. leur recommandant d'inviter les médecins

des postes à faire de fréquentes sorties médicales dans le rayon d'action des postes, seuls ou en compagnie des Officiers du Service des Renseignements.

Groupes Sanitaires Mobiles. — Un échelon du Groupe Sanitaire Mobile de Marrakech a visité les Rehamna Shragna. Caractéristiques de la tournée : fréquence du paludisme et des affections oculaires.

Le Groupe d'Agadir s'est rendu dans la Région de Tiznit où sévissait une épidémie de grippe. Cette affection qui paraît avoir surtout frappé les femmes et les enfants a sévi dans toutes les tribus jusqu'à l'Oued Noun et l'Oued Draa.

La fréquence des souks, des moussems, les rassemblements dans les hammams ont été des causes actives de propagation. La quinine a été largement distribuée.

Un foyer de variole a été découvert à Dar Keïma au cours de cette tournée.

A constater la fréquence du paludisme dans la vallée du Souss, seul ou associé à la grippe.

Le Groupe Automobile des Doukkala a effectué 15 jours de tournée au courant du mois. Une diminution notable du paludisme et de la grippe a été constatée.

Le Groupe Automobile de la Chaouïa a assuré les services des Infirmeries Indigènes du Boucheron, de Ben Ahmed et des Ouled Saïd. Il a visité également des groupements de travailleurs agricoles et quelques familles de colons.

Le Groupe Sanitaire Mobile du Tadla a accompagné la colonne chargée d'établir un blockhaus à l'entrée de la gorge de Ghorm El Alem.

Il a eu à soigner des partisans blessés au cours d'un combat.

Le Groupe de Meknès s'est rendu, à la demande du Chef du Service des Renseignements de Meknès-Banlieue, chez les Gerrouan du Nord, où d'assez nombreux décès dus apparemment à la grippe avaient été signalés. Le Médecin-Chef du Groupe a pu diagnostiquer en effet cette affection qui s'est présentée avec une intensité variable, allant des formes légères à des formes rapidement mortelles, certaines presque foudroyantes.

Dans chaque douar les malades ont été isolés dans une tente spéciale. Il a été recommandé de brûler la paille de couchage après la sortie des malades.

La quinine et du thé chaud ont été distribués en abondance.

Une deuxième tournée a été effectuée dans le Saïss où les cas de grippe avaient éclaté, surtout à la Maïa et dans les douars d'Aïn Tets.

Les mêmes mesures que ci-dessus ont été prises.

Statistique générale. — Le nombre des consultations données sur le Territoire du Protectorat a été de 138.292, le nombre des vaccinations pratiquées de 6.254.

Prophylaxie et Cliniques spéciales. — *Dispensaires Antisypilitiques.* — Celui de Fès a fonctionné normalement, en dépit de l'épidémie de grippe. Le nombre des consultants a été de 1.009, celui des injections pratiquées de 754, celui des recherches de laboratoire de 116, celui des malades nouveaux de 154.

A Rabat, le nombre des consultants du Dispensaire

spécial a été de 380 ; celui des malades nouveaux de 60 ; celui des injections pratiquées de 342 ; celui des examens de laboratoire de 100.

A Casablanca, le Dispensaire Antisypilitique a été fréquenté par 489 malades, dont 38 malades nouveaux ; 371 injections ont été pratiquées et 118 analyses.

A Marrakech, le rapport de la clinique spéciale porte 1410 consultants.

Radiothérapie des Teignes. — Le bilan du Dispensaire du Docteur Noire à Fès est de 493 séances de radiothérapie, 1224 consultants ; celui de la clinique du Docteur Pinoy à Rabat, nouvellement installé, est de 68 cas traités et de 25 cas nouveaux.

Clinique des maladies des yeux. — A Fès, 1048 consultations et 8 opérations diverses ont été enregistrées.

A Casablanca, le nombre des consultants a été de 659, celui des opérations de 26 ;

A Marrakech on enregistre 1263 consultants pour maladies d'yeux et 20 opérations.

Consultation des enfants. — 1171 enfants ont été présentés pour affections diverses au Dispensaire de Marié-Feuillet à Rabat.

Statistique des Cliniques spéciales. — Un total de 9.474 malades a été enregistré au cours du mois.

Prophylaxie générale. — *Bureaux d'Hygiène.* — Les Bureaux d'Hygiène se sont surtout préoccupés de la prophylaxie de la grippe par l'intensification des mesures de propreté urbaine, l'exécution des mesures de désinfection à domicile et les arrosages fréquents des voies publiques et de tous les lieux de réunion par des liquides antiseptiques.

L'épidémie de grippe a été l'occasion, à Mazagan, de la formation d'une Sous-Commission permanente, chargée de visiter les locaux insalubres et de proposer toutes mesures nécessaires.

Constructions. — Le projet de dispensaire de consultations à Fedalah, définitivement mis au point, va être incessamment exécuté, dès qu'un entrepreneur aura répondu à l'appel d'offre lancé par le Contrôleur Civil de Chaouïa-Nord.

A Fès, les travaux d'aménagement d'un lazaret (1^{re} tranche) se poursuivent normalement ; le pavillon des contagieux prévu pour l'Hôpital Cocard est à l'étude et pourra être adjugé vers fin janvier prochain.

La mise en adjudication du projet de Maternité actuellement à l'étude pour la mise au point du devis estimatif aura lieu vers la mi-janvier prochain. Après entente entre les Directions du Service de Santé, du Génie et des Travaux Publics ; le projet d'asile mixte d'aliénés à Ber Rechid (pour européens et indigènes) est au point et les travaux sont commencés.

Organisation générale et préparation de l'après guerre. — Des propositions tendant à modifier le recrutement du personnel médical et à substituer au statut du 20 mars 1915 le régime du contrat individuel ont été adressées à M. le Commissaire Résident Général après conférence entre le Directeur Général des Services de Santé, le Secrétaire Général du Protectorat et le Directeur Général des Finances.

Une circulaire a été envoyée à MM. les Commandants de Région, pour inviter les médecins de complément qui auraient l'intention de se fixer au Maroc à la démobilisation, à faire connaître au Directeur Général des Services de Santé pour quelle variété de fonctions médicales ils désireraient entrer en service au Protectorat.

Le Service étudie dans quelles limites et dans quelles conditions il pourra être fait appel au concours des médecins de complément, spécialisés ou non, afin d'utiliser dans la plus large mesure des ressources dont le Service de la Santé et de l'Hygiène Publiques a pu apprécier la valeur.

BRAUN.

AVIS DE L'OFFICE DES POSTES, DES TÉLÉGRAPHES ET DES TÉLÉPHONES

Il est accordé au public pendant la période du 9 au 25 décembre 1918 la faculté d'envoyer gratuitement par poste un paquet non recommandé du poids maximum d'un kilogramme à tous les militaires et à tous les marins français, anglais, belges, italiens, russes, américains et serbes présents dans la zone des armées en France, aux Colonies, dans les pays de Protectorat et à l'Etranger, c'est-à-dire :

1° En France : à ceux qui sont desservis par la poste militaire anglaise ou française ou par un bureau de la poste civile de la zone des armées ;

2° A ceux qui font partie des troupes du Maroc, de la Tunisie, des Armées d'Orient, d'Italie (si l'adresse indique un secteur postal) et de celles opérant en Belgique et dans l'Ouest africain (troupes d'occupation du Togo, du Cameroun, du Territoire militaire du Niger et du Territoire du Tchad) ;

3° A tous ceux qui sont à bord d'un bâtiment au service de l'Etat, quel que soit le lieu du mouillage.

Pour éviter l'encombrement, les envois seront échelonnés ainsi :

9 et 10 décembre : destinataire dont le nom commence par les lettres A. B. ;

11, 12 et 13 décembre : destinataire dont le nom commence par les lettres C. E. ;

14, 15, et 16 décembre : destinataire dont le nom commence par les lettres F. K. ;

17, 18 et 19 décembre : destinataire dont le nom commence par les lettres L. M. ;

20, 21 et 22 décembre : destinataire dont le nom commence par les lettres N. Q. ;

23, 24 et 25 décembre : destinataire dont le nom commence par les lettres R. à Z.

Les paquets devront être remis au guichet, non affranchis, l'expéditeur aura seulement à remplir une fiche n° 17 sur laquelle il portera l'adresse de l'expéditeur et celle du destinataire.

Il ne pourra être expédié par chaque personne qu'un seul paquet à destination du même militaire.

Les envois destinés à une collectivité ou portant une adresse impersonnelle ne sont pas admis (exemple : Colonel, N° R.G.T.). Les envois ne peuvent être recommandés

même si l'expéditeur offre de payer le droit fixe. Les bénéficiaires des lois du 22 juin et 7 octobre 1915, 7 avril et 27 avril 1916 pourront bénéficier simultanément des dispositions nouvelles.

La perte ou la détérioration de ces paquets n'engage pas la responsabilité de l'Etat.

Exceptionnellement, un guichet restera ouvert les 15, 22 et 25 décembre, dans les mêmes conditions que les jours ordinaires pour le dépôt de ces objets.

* * *

L'Office des Postes et des Télégraphes croit devoir rappeler au Public que le bureau de Casablanca-Colis Postaux, situé près du Port, est ouvert à toutes les opérations postales, télégraphiques et téléphoniques.

Le public y est servi absolument dans les mêmes conditions qu'au Bureau principal de la Rue du Commandant Provost, dont les services doivent être transférés, dans trois ou quatre mois, dans le nouvel Hôtel des Postes, Avenue du Général d'Amade.

SERVICE DES REMONTES ET HARAS MAROCAINS

Avis

La vente des juments poulinières et des produits des Haras de Meknès et de Témara aura lieu :

Pour les animaux de Meknès, à Meknès, Place El Ed-dine, le mercredi 11 décembre à 14 heures ;

Pour les animaux de Témara, à Rabat, Place El Ghez-el, le vendredi 13 décembre à 14 heures.

La faculté de se porter acquéreur sera réservée aux seuls éleveurs européens ou indigènes agréés comme susceptibles d'entretenir dans de bonnes conditions et d'utiliser aux mieux de leurs aptitudes ces animaux de choix.

Les intéressés auront à demander à l'avance :
Au Capitaine commandant la jumenterie de Meknès, pour les animaux qui seront vendus à Meknès ;
Au Capitaine commandant la jumenterie de Témara, pour les animaux qui seront vendus à Rabat,

de les inscrire sur la liste des personnes admises aux enchères en justifiant de leurs qualités de propriétaires exploitants.

Les animaux à vendre peuvent être visités tous les jours à la jumenterie de Meknès et de Témara.

EXAMEN

pour l'emploi de dactylographe des Services Civils

Une session d'examen pour l'emploi de dactylographe s'ouvrira à Rabat le 25 février 1919 et à Casablanca le 28 février.

Les demandes d'inscription des candidats, accompagnées des pièces réglementaires, devront être adressées au Secrétariat Général du Protectorat (Service du Personnel) avant le 10 février.

PROPRIÉTÉ FONCIÈRE

EXTRAITS DE RÉQUISITIONS (1)

I. — CONSERVATION DE CASABLANCA

Réquisition n° 1880°

Suivant réquisition en date du 20 novembre 1918, déposée à la Conservation le 29 novembre 1918, M. HINGRE René Théophile, sténographe reviseur du Sénat, demeurant à Rabat, rue el Kessour, n° 4, marié à dame Melchior Marie, sans contrat, le 28 avril 1903, à Paris (14^e), et domicilié à Rabat, chez M. Dupasquier, avenue du Chellah, a demandé l'immatriculation en qualité de propriétaire d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de VILLA HINGRE, consistant en terrain, située à Rabat, lotissement Touarga-Centre, dit aussi lotissement Hingre.

Cette propriété, occupant une superficie de 597 mètres carrés, est limitée : au nord, par une rue projetée ; à l'est, par la propriété de M. Reynier, attaché au Service des Affaires Chérifiennes à Rabat et domicilié chez M. Dupasquier, par celle de M. Merlin, directeur de l'Agence de la Banque d'Etat du Maroc à Rabat ; au sud, par la propriété de M. Dupasquier, fondé de pouvoirs du Trésorier Général demeurant à Rabat ; à l'ouest, par celle de M. Cortey, entrepreneur, demeurant à Rabat, rue n° 40.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance, il n'existe sur le dit immeuble aucune charge, ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu d'un acte de vente dressé par deux adouls en date du 10 Redjeb 1336, homologué le même jour par le Cadi de Rabat, aux termes duquel la Compagnie Marocaine lui a vendu ladite propriété.

Le Conservateur de la propriété foncière à Casablanca,
M. ROUSSEL.

Réquisition n° 1881°

Suivant réquisition en date du 29 novembre 1918, déposée à la Conservation le même jour, Mme COUSIN Marie, épouse séparée de biens, de M. Thévenart Arthur, suivant jugement du Tribunal de première Instance de Sidi bel Abbès, en date du 2 mai 1911, demeurant et domiciliée à Casablanca, boulevard Lysutey, n° 67, a demandé l'immatriculation en qualité de propriétaire d'une propriété à laquelle elle a déclaré vouloir donner le nom de : THEVENART N° 2, consistant en maison d'habitation, située à Casablanca, angle des rues de Marseille et de la Liberté.

Cette propriété, occupant une superficie de 400 mètres carrés, est limitée : au nord, par la rue de Marseille ; à l'est, par la rue de la Liberté ; au sud, par la propriété de M. Thiebaut, surveillant du phare du Cap Sim à Mogador ; à l'ouest, par la propriété de Mme veuve Bouhard, demeurant à Casablanca, boulevard d'Anfa.

La requérante déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur le dit immeuble aucune charge, ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'elle en est propriétaire en vertu d'un acte de vente sous-seings privés en date du 20 septembre 1918, par lequel M. Paul Maisonnasse lui a vendu ladite propriété.

Le Conservateur de la Propriété foncière à Casablanca,
M. ROUSSEL.

Réquisition n° 1882°

Suivant réquisition en date du 2 décembre 1918, déposée à la Conservation le même jour, MM. 1° MELLUL Shalom, propriétaire à Casablanca, 21, rue de Mogador, marié à dame Benchaya Elisa, sous le régime de la séparation de biens, suivant contrat reçu par les notaires rabbins de Casablanca, le 2 Chiran 5657 ; 2° BEN MALKA David, propriétaire à Casablanca, marié à dame Stria Elkaim, suivant la loi mosaïque, le 15 mai 1876, contrat dressé par les notaires rabbins Mouchi Bibas et Benaben Azar ; 3° LEVY MAKHLOUF, demeurant à Casablanca, rue du Général Drude, célibataire ; 4° NATAF Elie, demeurant à Casablanca, rue de Mogador, marié à dame Rachel Menahren, suivant la loi mosaïque, en septembre 1908, à Londres, devant l'Officier de l'état civil et le rabbin du quartier de Hammeswith ; 5° BENNAICHE HABIB négociant, demeurant à Casablanca, rue de l'Union, n° 13, marié à dame Enkaoua Stria, suivant la loi mosaïque, en décembre 1894 à Marrakech, suivant contrat reçu par les notaires rabbins Shman Sabbah, et Isaac Marrache, tous domiciliés chez M^e Guedj Félou, avocat, rue de Fès, n° 41, à Casablanca, ont demandé l'immatriculation en qualité de co-propriétaires indivis dans la proportion de 34 1/3 % pour Mellul Shalom, 24 % pour David ben Malka, 9 % pour Makhlouf Levy, 16 2/3 % pour Elie Natat, 16 % pour Habib Pennaïche, d'une propriété à laquelle ils ont déclaré vouloir donner le nom de TERRAIN DES OULED ZIANE I, consistant en terrain nu, située à Casablanca, à 3 kilomètres environ sur la route des Ouled Ziane.

Cette propriété, occupant une superficie de 1.095 mq. 57, est limitée : au nord, par une rue projetée de 12 mètres de large la séparant du lot appartenant à M. Cohen Haïm, demeurant à Casablanca, rue Dar el Makhzen ; à l'est, par la propriété de MM. Ranouil et Darmet, demeurant à Casablanca ; au sud, par la propriété de MM. Robert Defaye Abdelouhaed Bengellul et Isaac Malka ; à l'ouest, par la propriété de M. Cohen Haïm.

Les requérants déclarent qu'à leur connaissance il n'existe sur le dit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'ils en sont propriétaires dans les proportions ci-dessus indiquées en vertu d'un partage, lotissement intervenu par acte sous-seings privés du 11 juillet 1914, entre les requérants désignés ci-dessus et d'autres co-propriétaires.

Le Conservateur de la propriété foncière à Casablanca,
M. ROUSSEL.

Réquisition n° 1883°

Suivant réquisition en date du 2 décembre 1918, déposée à la Conservation le même jour, MM. 1° MELLUL Shalom, propriétaire à Casablanca, 21, rue de Mogador, marié à dame Benchaya Elisa, sous le régime de la séparation de biens, suivant contrat reçu par les notaires rabbins de Casablanca, le 2 Chiran 5657 ; 2° BEN MALKA David, propriétaire à Casablanca, marié à dame Stria Elkaim, suivant la loi mosaïque, le 15 mai 1876, contrat dressé par les notaires rabbins Mouchi Bibas et Benaben Azar ; 3° LEVY MAKHLOUF, demeurant à Casablanca, rue du Général Drude, célibataire ; 4° NATAF Elie, demeurant à Casablanca, rue de Mogador, marié à dame Rachel

Des convocations personnelles sont, en outre, adressées aux riverains désignés dans la réquisition.

Toute personne intéressée peut, enfin, SUR DEMANDE ADRESSÉE A LA CONSERVATION FONCIÈRE, être prévenue, par convocation personnelle, du jour fixé pour le bornage.

(1) NOTA. — Les dates de bornage sont portées, en leur temps, à la connaissance du public, par voie d'affichage à la Conservation, sur l'immeuble, à la Justice de Paix, au bureau du Cadi, à la Mahakma du Cadi et par voie de publication dans les marchés de la région.

Menahren, suivant la loi mosaïque, en septembre 1908, à Londres, devant l'Officier de l'état civil et le rabbin du quartier de Hammeswith ; 5° BENNAICHE HABIB, négociant, demeurant à Casablanca, rue de l'Union, n° 13 marie à dame Enkaoua Stria, suivant la loi mosaïque, en décembre 1891, à Marrakech, suivant contrat reçu par les notaires rabbins Simon Sabbah, et Isaac Marrache, tous domiciliés chez M° Guedj Félix, avocat rue de Fès, n° 41, à Casablanca, ont demandé l'immatriculation en qualité de co-propriétaires indivis dans la proportion de 34 1/3 % pour Mellul Shalom, 51 % pour David ben Malka, 9 % pour Makhlouf Levy, 16 2/3 % pour Elie Nataf, 16 % pour Habib Bennaïche, d'une propriété à laquelle ils ont déclaré vouloir donner le nom de TERRAIN DES OULED ZIANE II, consistant en terrain nu, située à Casablanca, à 3 kilomètres environ sur la route des Ouled Ziane.

Cette propriété, occupant une superficie de 18.464 mq, 65 est limitée : au nord, par une rue mitoyenne la séparant de la propriété du Comptoir Lorrain ; à l'est, par le boulevard de la Gironde ; au sud, par une rue projetée de 12 mètres de large, la séparant du lot appartenant à M. Cohen Haïm, demeurant à Casablanca ; à l'ouest, par une ancienne piste appelée : Trik ben Msik.

Les requérants déclarent qu'à leur connaissance il n'existe sur le dit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'ils en sont propriétaires dans les proportions ci-dessus indiquées en vertu d'un partage, lotissement intervenu par acte sous-seings privés du 11 juillet 1914, entre les requérants désignés ci-dessus et d'autres co-propriétaires.

Le Conservateur de la propriété foncière à Casablanca,
M. ROUSSEL.

Réquisition n° 1884°

Suivant réquisition en date du 20 novembre 1918, déposée à la Conservation le 2 décembre 1918, M. FOURNET Jean Baptiste, propriétaire, marié à dame Maubert Marie Antoinette Jeanne, sous le régime de la communauté réduite aux acquêts, suivant contrat en date du 11 octobre 1909, reçu par M° Tournadre, notaire à Ville-Comte, demeurant et domicilié à Casablanca, rue de l'Horloge, n° 3, a demandé l'immatriculation en qualité de propriétaire et en vue de sa fusion avec la propriété dite La Laborieuse IV, réquisition 1218, d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de LA LABORIEUSE IV, consistant en terrain de labour, située dans la tribu de Médhouna, fraction des Ouled Bouaziz, près du marabout de Sidi Hadjhadj.

Cette propriété, occupant une superficie de 2 hectares environ, est limitée : au nord : par la propriété de Djilali Ben El Hamri, demeurant sur les lieux ; à l'Est : par la route N° 102 de Sidi Hadjhadj à Boucheron ; au Sud : par la propriété de Ahmed Ben El Hadj Amer, demeurant sur les lieux ; à l'Ouest : par la propriété de Djilali Ben El Hamri susnommé.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance, il n'existe sur le dit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu d'un acte de vente dressé par deux adouls le 16 Redjeb 1336, homologué le même jour par le Cadi des Zenata, aux termes duquel Bouchaïb Ben El Amri El Medyouani El Hadoui et sa sœur Germaine Ourdiya lui ont vendu la dite propriété.

Le Conservateur de la propriété foncière à Casablanca,
M. ROUSSEL.

Réquisition n° 1885°

Suivant réquisition en date du 3 septembre 1918, déposée à la Conservation le 2 décembre 1918, M. WITTERS, Eugène. Etienne. Arthur, propriétaire, marié à dame Martinez. Thérèse, sans contrat, sous le régime de la communauté le 12 octobre 1912 à Casablanca, demeurant et domicilié à Casablanca El Maarif, a demandé l'immatriculation en qualité de propriétaire d'une propriété à laquelle il

a déclaré vouloir donner le nom de : WITTERS, consistant en terrain nu, située à Casablanca, El Maarif.

Cette propriété, occupant une superficie de 300 mètres carrés, est limitée : au Nord : par un lot appartenant à M. Wolf et par un lot appartenant à M. Joseph Martinez, demeurant au Maarif sur les lieux ; au Sud : par des lots appartenant à M. Wolf, demeurant à Casablanca, rue Chevandier de Valdrome, à l'Est et à l'Ouest : par une rue de dix mètres du lotissement Murdoch Butler et Cie.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur le dit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu d'un acte de vente sous-seings privés en date du 2 septembre 1918, aux termes duquel M. Wolff, lui a vendu la dite propriété

Le Conservateur de la propriété foncière à Casablanca,
M. ROUSSEL.

Réquisition n° 1886°

Suivant réquisition en date du 2 décembre 1918, déposée à la Conservation le même jour, SI MOHAMED BEN SI AHMED, célibataire, demeurant à Casablanca, agissant tant en son nom personnel, qu'au nom de ses co-propriétaires qui sont : 1° HOSSEIN BEN SI AHMED, son frère, célibataire ; 2° FATHMA BENT SI AHMED, célibataire ; 3° AICHA, marié selon la loi musulmane à Abdellah Ben Larbi ; 4° KHADOUZ, célibataire ; 5° JOHARA, célibataire et ses sœurs ; 6° RHFKIA BENT EL HADJ LHASSEN, veuve de SI AHMED BEN MOHAMED SOUSSI dit « Ras El Oued », tous demeurant et domiciliés à Casablanca, rue Djemaa Chleuh N° 16, ont demandé l'immatriculation en qualité de co-propriétaires indivis d'une propriété à laquelle ils ont déclaré vouloir donner le nom de : SI AHMED CHLEUH, consistant en ferme et terrain de culture, située dans la tribu des Chiadma, fraction des Soualeh, sur la route de Casablanca à Mazagan, à 7 kilomètres environ de Souk El Tnine, se composant de deux parcelles séparées par la route de Casablanca à Mazagan.

Cette propriété occupant une superficie de dix hectares environ, est limitée : Première Parcelle : au nord : par la propriété de Larbi Ben Cherki ; à l'Est : par les Ouled Sanhagi ; au sud : par la route de Casablanca à Mazagan ; à l'Ouest : par la propriété de Bouchaïb Ben Daoui.

Deuxième Parcelle est limitée : au Nord : par la route de Casablanca à Mazagan ; à l'est, par la propriété des Ouled Sanhagi et celle d'Hadj Mohamed Chleuh ; au Sud : par la propriété de Cherkaoua ; à l'Ouest : par le même et celle d'Ahmed Ben Djilali.

Tous ces riverains habitant sur les lieux.

Les requérants déclarent qu'à leur connaissance il n'existe sur le dit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'ils en sont propriétaires en vertu de divers actes d'achat et d'une transaction au nom de leur père et époux Sid Ahmed ben Mohamed Soussi, dont ils sont les seuls héritiers, ainsi qu'il résulte d'un acte de notoriété dressé par adoul le 1^{er} Qaada 1335, et homologué par le cadi de Casablanca le 1^{er} Qaada 1335.

Le Conservateur de la propriété foncière à Casablanca,
M. ROUSSEL.

Réquisition n° 1887°

Suivant réquisition en date du 4 décembre 1918, déposée à la Conservation le même jour, M. SASSOUN AKERIB, négociant, célibataire, demeurant à Casablanca, rue Michel Ange, (villa Eugène), domicilié à Casablanca, chez M° Guedj, avocat, rue de Fès, n° 41, a demandé l'immatriculation en qualité de propriétaire d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de : HERECH II, consistant en terrain nu, située aux Zenatas, au kilomètre 18 de la route de Casablanca à Rabat.

Cette propriété occupant une superficie de 5 hectares environ, est limitée : au nord : par la propriété de Bouazza Ben Ahmed Znati

Ould Aheulh, dit Griech, demeurant sur les lieux ; à l'Est : par celle du requérant ; au Sud : par celle de Bouazza Ben Ahmed, surnommé ; à l'Ouest : par celle du Caïd Fhamu Ben Ali, demeurant sur les lieux.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur le dit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu d'un acte passé devant Adoul, en date du 8 Moharrem 1328, homologué aux termes duquel Si Bouchaïb Ben Abderrahman Ez Zenati El Maghraoui, lui a vendu la dite propriété.

Le Conservateur de la Propriété foncière à Casablanca,
M. ROUSSEL

Réquisition n° 1888°

Suivant réquisition en date du 4 décembre 1918, déposée à la Conservation le même jour M. RUMFOIA SANTO, surveillant de Travaux Publics, marié à dame Carlogera Biondolla, sans contrat, le 7 octobre 1889, à Alia département de Palerme (Italie), demeurant et domicilié à Casablanca, Avenue du Général d'Amade N° 62, a demandé l'immatriculation en qualité de propriétaire d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de : BOUSKOURA D'AMADE, consistant en terrain à bâtir et petite construction, située à Casablanca, Angle de l'Avenue du Général d'Amade et de la rue Bouskoura.

Cette propriété occupant une superficie de 400 mètres carrés, est limitée : au Nord et à l'Ouest : par la rue de Bouskoura ; à l'Est : par l'Avenue du Général d'Amade ; au Sud : par la propriété du Crédit Marocain.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance, il n'existe sur le dit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu d'un acte sous-seings privés en date du 1^{er} janvier 1915, aux termes duquel le Crédit Marocain lui a vendu la dite propriété.

Le Conservateur de la propriété foncière à Casablanca,
M. ROUSSEL.

Réquisition n° 1890°

Suivant réquisition en date du 6 décembre 1918, déposée à la Conservation le même jour, M. BECQUET, Alphonse, Gustave, propriétaire, marié à dame Marie Ismérie Périer, le 2 mai 1896, à Méry (Oise), sans contrat, demeurant et domicilié à Casablanca, rue Sour Jdid, Immeuble du Sebou, a demandé l'immatriculation en qualité de propriétaire, d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de : IMMEUBLE BECQUET N° 5, consistant en terrain bâti, située à Casablanca, rue de Tours.

Cette propriété, occupant une superficie de 79 mètres carrés 40, est limitée : au Nord : par la rue de Tours ; à l'Est : par la propriété de M. Philip Agent de la Compagnie Paquet à Casablanca ; à l'Ouest : par celle de M. Pontier, 21, rue du Commandant Provost, Casablanca

Le requérant déclare qu'à sa connaissance, il n'existe sur le dit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu d'un acte de vente sous-seings privés en date du 1^{er} mai 1918, confirmé par acte d'adoul du 11 Redjeb 1336 homologué aux termes duquel M. Pontier lui a vendu ladite propriété

Le Conservateur de la Propriété foncière à Casablanca,
M. ROUSSEL

II. — CONSERVATION D'OUJDJA

Réquisition n° 204°

Suivant réquisition en date du 25 novembre 1918, déposée à la Conservation le même jour, M. BALLESTER François Simon, entrepreneur de travaux publics, né à Benidoleig, province d'Alicante (Espagne), le 29 octobre 1885, marié à Alger avec dame Risso Amélie, le 24 octobre 1912, sans contrat, domicilié à Oudjda, route de Taourirt prolongée, a demandé l'immatriculation en qualité de propriétaire d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de : MAISON BALLESTER, consistant en terrain avec construction y édifiée, située à Oudjda, quartier de l'Oued Nachef, route de Taourirt prolongée.

Cette propriété, occupant une superficie de 515 mètres carrés, est limitée : au nord, par la propriété de Mlle Maria Sanchez Hernandez, demeurant à Oudjda quartier du Camp, rue du Général Girardot ; à l'est, par une séguia avec au delà la propriété de M. Cabanel Joseph, propriétaire à Oran, rue Kimburn, n° 6 ; au sud, par la propriété de MM. Escalé et Havard, propriétaires, rue de Paris, à Tlemcen ; à l'ouest, par une rue du lotissement de M. Krauss Auguste propriétaire à Oudjda.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance, il n'existe sur le dit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel autre qu'une hypothèque de premier rang consentie au profit de M. Torro Joseph, propriétaire, demeurant à Oudjda, rue de Maria, en garantie du remboursement d'une somme de trente cinq mille francs montant en principal d'un prêt qu'il a souscrit à ce dernier suivant acte sous-seings privés du 20 novembre 1918, et qu'il en est propriétaire en vertu d'un autre acte sous-seings privés en date du 16 novembre 1911, aux termes duquel M. Krauss Auguste, propriétaire à Tenauchent, lui a vendu ladite propriété.

Le Conservateur de la propriété foncière à Oudjda,
F. NERRIERE.

Réquisition n° 205°

Suivant réquisition en date du 26 novembre 1918, déposée à la Conservation le même jour, M. MOULAY ABDALLAH BEN EL HOUS SINE EL KHELLOUFI, propriétaire, né à Oudjda, vers 1878, marié selon la loi musulmane, demeurant et domicilié à Oudjda, quartier des Ouled Aïssa, a demandé l'immatriculation en qualité de propriétaire d'une propriété actuellement connue sous le nom de : EL GAADA et à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de : EL GAADA, consistant en terres de labours, située à 4 kilomètres d'Oudjda, sur la piste d'Oudjda à Sefrou, au lieu dit : Belhionane.

Cette propriété occupant une superficie de 8 hectares, est limitée : au nord, par la propriété de Fekir ben Ali Bouchamma, demeurant à Oudjda, quartier d'Ahl Djamel ; à l'est, par la propriété du requérant ; au sud, par celle de Abdallah Ould Chadli El Delal, demeurant à Oudjda, quartier d'Ahl Djamel ; à l'ouest, par la propriété de Mokaddem Mohamed ben Amar ben Younes, demeurant à Oudjda, quartier des Ouled Amirane.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance, il n'existe sur le dit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu de deux actes d'adouls en date des 11 et 12 Kaada 1327, homologués par Si Larbi ben El Hebib ben Mostefa, cadi d'Oudjda, aux termes desquels les héritiers d'El Hadj Ahmed ben Younes, Abdelkader ben el Hadj Moutok, sa sœur utérine Fatima, Mohamed ben Mouloud et Abdelkader ben Mohamed lui ont vendu les 2/3 indivis de l'immeuble sus-désigné et des parcelles dénommées Dar Mansour Rami et El Djorf Lakhtar ; 1° d'un acte de partage passé devant adouls le 21 Rebia I 1333 homologué par Si Boubekeur Bouchentouf, cadi d'Oudjda, aux termes duquel la propriété lui a été attribuée pour le remplir de partie de ses droits.

Le Conservateur de la propriété foncière à Oudjda,
F. NERRIERE.

Réquisition n° 206°

Suivant réquisition en date du 26 novembre 1918, déposée à la Conservation le même jour, M. MOULAY ABDALLAH BEN EL HOUSINE EL KHELLOUFI, propriétaire, né à Oudjda, vers 1878, marié selon la loi musulmane, demeurant et domicilié à Oudjda, quartier des Ouled Aïssa, a demandé l'immatriculation en qualité de propriétaire d'une propriété actuellement connue sous le nom de : DAR MANSOUR RAMI, et à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de : DAR MANSOUR RAMI, consistant en terres de labours, située à 4 kilomètres d'Oudjda, sur la piste d'Oudjda à Sefrou, au lieu dit : Dar Mansour Rami.

Cette propriété, occupant une superficie de 20 hectares, est limitée : au nord, par la propriété du requérant et par celle de Mohamed Ould Abdelkader ben Ramdan, demeurant à Oudjda, quartier Ahl Djamel ; à l'est, par la propriété de Si ben Ali ben Abdelkader, demeurant même quartier ; au sud, par la propriété de Si Belkassem Ould Si Belkassem, demeurant même quartier ; à l'ouest, par la piste d'Oudjda à Sefrou et la propriété du requérant.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur le dit immeuble aucune charge, ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu 1° de deux actes d'adouls en date des 14 et 22 Kaada 1327, homologués par Si Larbi ben El Hebib ben Mostefa, cadi d'Oudjda, aux termes desquels les héritiers d'El Hadj Ahmed ben Younes, Abdelkader ben el Hadj Moufok, sa sœur utérine Fatima, Mohamed ben Meuloud et Abdelkader ben Mohamed lui ont vendu les 2/3 indivis de l'immeuble sus-désigné et des parcelles dénommées : El Gaada et El Djorf Lakdar ; 2° d'un acte de partage passé devant adouls le 21 Rebia I 1333, homologué par Si Boubekeur Bouchentouf, cadi d'Oudjda, aux termes duquel la propriété lui a été attribuée pour le remplir de partie de ses droits.

Le Conservateur de la propriété foncière à Oudjda,

F. NERRIERE.

Réquisition n° 207°

Suivant réquisition en date du 24 novembre 1918, déposée à la Conservation le 26 novembre 1918, M. MONCADA Polycarpo Miguel, maçon, né à Maccimienta, province d'Almería (Espagne), le 26 janvier 1870, veuf en premières noces de dame Giminez Maria et marié en secondes noces à Hammam bou Hadjar, département d'Oran, le 3 juillet 1909, avec dame Ferré Maria Rosario, sans contrat, demeurant et domicilié à Oudjda, route de Martimprey, a demandé l'immatriculation en qualité de propriétaire d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de : VILLA MARIA, consistant en terrain à bâtir, située à Oudjda, quartier du nouvel hôpital, entre la piste du Ras Foural et celle de l'oued Isly.

Cette propriété, occupant une superficie de 1.800 mètres carrés, est limitée : au nord, par la piste de l'oued Isly ; à l'est, par une rue du lotissement de M. Portes Léon, propriétaire à Oudjda ; au sud, par la propriété dite : Terrain Barcelona, réquisition 81° et le lot de M. Morales Manuel, demeurant à Oudjda, place de la Banque d'Etat ; à l'ouest, par une autre rue du lotissement Portes.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur le dit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu de deux actes sous-seings privés des 24 et 27 décembre 1917 aux termes desquels M. Portes Léon, propriétaire, à Oudjda, lui a vendu ladite propriété.

Le Conservateur de la propriété foncière à Oudjda,

F. NERRIERE.

AVIS DE CLOTURES DE BORNAGES (1)**I. — CONSERVATION DE CASABLANCA****Réquisition n° 533°**

Propriété dite : MEDARD, sise à Casablanca rues de Briey et Ledru-Rollin.

Requérant : M. MEDARD René, domicilié chez M. Houel, rue de Briey, n° 15 à Casablanca.

Le bornage a eu lieu le 25 juin 1918.

Le Conservateur de la propriété foncière à Casablanca,

M. ROUSSEL.

Réquisition n° 763°

Propriété dite : LA PRUYÈRE, sise territoire de Kénitra, région Anceur Schliat, fraction des Kiflat, entre l'oued Beth et l'oued Ziane.

Requérante : LA SOCIÉTÉ DE COLONISATION DE LA VALLEE DU SEBOU, société anonyme ayant son siège à Paris, 21, rue de Berne, domiciliée chez M. Legrand, à Moghranc, près Kénitra.

Le bornage a eu lieu le 27 mai 1918.

Cette nouvelle insertion annule et remplace celle faite au n° 317 du Bulletin Officiel du 18 novembre 1918 (édition française).

Le Conservateur de la propriété foncière à Casablanca,

M. ROUSSEL.

Réquisition n° 870°

Propriété dite : MAISON DUCALI, sise à Salé, rue Chellaline
Requérant : SI HADJ MOHAMED DUCALI, demeurant à Salé, rue Chellaline.

Le bornage a eu lieu le 15 avril 1918.

Le Conservateur de la propriété foncière à Casablanca,

M. ROUSSEL.

Réquisition n° 966°

Propriété dite : DHAR EL HOUARI, sise territoire de Rabat, région des Zaërs, caïdat de Ben Abid, à 2 kilomètres de Sidi Yahia des Zaërs.

Requérants : M. BUSSET Francis, demeurant à Casablanca, rue de la Plage, et la SOCIÉTÉ FONCIÈRE DE LA CHAOUIA, société anonyme dont le siège est à Marseille, boulevard du Muy, domiciliée chez M^e Grolée, avocat, avenue du Général d'Amade, n° 2 à Casablanca.

Le bornage a eu lieu le 27 juin 1918.

Le Conservateur de la propriété foncière à Casablanca,

M. ROUSSEL.

(1) NOTA. — Le dernier délai pour former des demandes d'inscription ou des oppositions aux dites réquisitions d'immatriculation est de deux mois à partir du jour de la présente publication.

Elles sont reçues à la Conservation, au Secrétariat de la Justice de Paix, au bureau du Caïd, à la Mahakma du Cadi.

Réquisition n° 1038°

Propriété dite : CARRIÈRE MARTIN I, sise à Casablanca, avenue Mers Sultan et rue de Provence.

Requérant : M. MARTIN Marius Fridolin, demeurant et domicilié à Casablanca, avenue Mers Sultan, n° 240.

Le bornage a eu lieu le 15 octobre 1918.

Le Conservateur de la propriété foncière à Casablanca,
M. ROUSSEL.

Réquisition n° 1190°

Propriété dite : VILLA BÉTOUS, sise à Casablanca, avenue Mers Sultan, rue Condorcet, n° 43 et rue Hoche.

Requérant : M. BÉTOUS Henri, demeurant et domicilié à Casablanca, 13, rue Condorcet.

Le bornage a eu lieu le 14 mars 1918.

Cette nouvelle insertion annule et remplace celle faite au n° 317 du Bulletin Officiel du 18 novembre 1918 (édition française).

Le Conservateur de la propriété foncière à Casablanca,
M. ROUSSEL.

Réquisition n° 1214°

Propriété dite : DERIACA, sise territoire de la Chaouïa, région de Ber Rechid, Ouled Harriz, lieu dit : Hamri.

Requérants : MM ABDELKADER BEN MOHAMMED, BOUAZZA BEN MOHAMMED, AHMED BEN MOHAMMED, ainsi que leurs frères et pupilles Brahim et Omar et leurs sœurs Rabia, Manni et Fatima, domiciliés au douar Ouled Saïd Mohamed (Oulad Harriz), contrôle civil de Ber Rechid:

Le bornage a eu lieu le 13 juin 1918.

Cette nouvelle insertion annule et remplace celle faite au n° 317 du Bulletin Officiel du 18 novembre 1918 (édition française).

Le Conservateur de la Propriété foncière à Casablanca,
M. ROUSSEL.

Réquisition n° 1215°

Propriété dite : LA LABORIEUSE I, sise territoire de la Chaouïa, tribu de Médiouna, fraction des Ouled Bouaziz, tènement Sidi Hadj-hadj, lieu dit : Dass.

Requérant : M. FOURNET Jean Baptiste, demeurant et domicilié à Casablanca, boulevard de l'Horloge, n° 1.

Le bornage a eu lieu le 8 avril 1918.

Le Conservateur de la propriété foncière à Casablanca,
M. ROUSSEL.

Réquisition n° 1217°

Propriété dite : LA LABORIEUSE II, sise territoire de la Chaouïa, tribu de Médiouna, fraction des Ouled Bouaziz, tènement de Sidi Hadjhadj, lieu dit : Zerouil el Kebir et Zerouil Seghir.

Requérant : M. FOURNET Jean Baptiste, demeurant et domicilié à Casablanca, boulevard de l'Horloge, n° 1.

Le bornage a eu lieu le 9 avril 1918.

Le Conservateur de la propriété foncière à Casablanca,
M. ROUSSEL.

Réquisition n° 1294°

Propriété dite : ARD EL FERH, sise territoire de la Chaouïa, région de Sidi Hadjadj, lieu dit : Ouled bou Aziz.

Requérant : M. MOHAMED BEL HADJ AHMED EL MEDIOUNI EL

MESSAOUDI, demeurant et domicilié à Casablanca, impasse En Nck-ka, n° 5.

Cette nouvelle insertion annule et remplace celle faite au n° 317 du Bulletin Officiel du 18 novembre 1918 (édition française).

Le Conservateur de la propriété foncière à Casablanca,
M. ROUSSEL.

Réquisition n° 1349°

Propriété dite : MEBARKIA, sise à Salé, quartier de la Briqueterie, lieu dit : Metana.

Requérants : L'ADMINISTRATION DES HABOUS, de la Zaouïa. Mebarkia de Salé et Si ABDALLAH ben SAID ESSTAOUÏ, demeurant à Mazagan, aux bureaux du Nadir des Habous de Salé, rue Souk el Fissaria à Salé.

Le bornage a eu lieu le 29 avril 1918.

Le Conservateur de la propriété foncière à Casablanca,
M. ROUSSEL.

Réquisition n° 1360°

Propriété dite : IMMEUBLE DOERFLER II, sise à Casablanca, quartier des Roches Noires, boulevard de Saint Aulaire et rue du Dragon.

Requérant : M. DOERFLER Constant, demeurant et domicilié à Casablanca, boulevard de la Liberté, n° 150.

Le bornage a eu lieu le 20 juillet 1918.

Le Conservateur de la propriété foncière à Casablanca,
M. ROUSSEL.

Réquisition n° 1397°

Propriété dite : LOT BLANCHE, sise à Casablanca, rue de Clermont, quartier des Roches Noires.

Requérant : M. CLERGUES Honoré Marius, demeurant à Casablanca, Roches Noires, domicilié chez M^e Matage, boulevard de la Liberté, n° 217.

Le bornage a eu lieu le 22 juillet 1918.

Le Conservateur de la propriété foncière à Casablanca,
M. ROUSSEL.

Réquisition n° 1468°

Propriété dite : IMMEUBLE BESSONNEAU, sise à Casablanca, quartier de la Foncière, boulevard de la Gare.

Requérant : M. BESSONNEAU Julien Bertrand, demeurant à Casablanca, boulevard de la Gare, domicilié chez M. Bride Hubert, architecte, à Casablanca, rue de Tours.

Le bornage a eu lieu le 8 juin 1918.

Cette nouvelle insertion annule et remplace celle faite au n° 317 du Bulletin Officiel du 18 novembre 1918 (édition française).

Le Conservateur de la Propriété foncière à Casablanca,
M. ROUSSEL.

II. — CONSERVATION D'OUJDJA**Réquisition n° 41°**

Propriété dite : VILLAS WAGNER, sise à Oudjda, route de Sidi Moussa, quartier Wagner.

Requérant : M. WAGNER Jean Baptiste, propriétaire, demeurant à Oudjda, route du Camp.

Le bornage a eu lieu le 24 septembre 1918.

Le Conservateur de la propriété foncière à Oudjda,
F. NERRIÈRE.

Réquisition n° 42°

Propriété dite : TERRAIN WAGNER, sise à Oudjda, route de Sidi Moussa, quartier Wagner.

Requérant : M. WAGNER Jean Baptiste, propriétaire, demeurant à Oudjda, route du Camp.

Le bornage a eu lieu le 26 septembre 1918.

Le Conservateur de la propriété foncière à Oudjda,
F. NERRIERE.

Réquisition n° 43°

Propriété dite : HOTEL WAGNER, sise à Oudjda, route de Sidi Moussa, quartier Wagner.

Requérant : M. WAGNER Jean Baptiste, propriétaire, demeurant à Oudjda, route du Camp

Le bornage a eu lieu le 26 septembre 1918.

Le Conservateur de la propriété foncière à Oudjda,
F. NERRIERE.

ANNONCES

La Direction du « Bulletin Officiel » décline toute responsabilité quant à la teneur des annonces

Annonces judiciaires, administratives et légales**EXTRAIT**

du Registre du Commerce tenu au Secrétariat-Greffe du Tribunal de première Instance de Casablanca.

Par acte sous-seing privé, enregistré, en date à Casablanca du 15 octobre 1918, déposé aux minutes notariales du Secrétariat-Greffe du Tribunal de première Instance de Casablanca, suivant acte, enregistré, du 11 novembre 1918.

Il a été formé entre M. DIAKOMIDES TRIANTAFILLOS, négociant à Casablanca, et M. Ernest SCHNEBLI, aussi négociant à Casablanca, une Société en nom collectif pour faire le commerce d'importation, exportation et la commission.

Cette Société est faite pour deux années à partir du 30 octobre 1918; cette durée pourra être renouvelée suivant les conditions insérées audit acte.

Le siège social est fixé à Casablanca, rue de l'Industrie.

La raison sociale est « DIAKOMIDES & SCHNEBLI »; chacun des associés pourra en faire usage sans pouvoir engager la Société autrement que pour des opérations commerciales.

La Société sera gérée et administrée par les deux associés ou par l'un d'eux en cas d'absence de l'autre.

Le fonds social, fixé à cent mille francs, est apporté à concurrence de trente-cinq mille francs, soit en espèces, soit en marchandises par M. SCHNEBLI, et à concurrence de soixante-cinq mille francs, soit en espèces et en marchandises par M. Diakomides.

Les bénéfices comme les pertes seront partagés par moitié entre les associés.

La Société sera dissoute de plein droit par le décès ou par la mobilisation de l'un des associés avant l'expiration du terme fixé pour sa durée.

La dissolution de la Société pourra être demandée avant le terme fixé pour sa durée par chacun des associés qu'il y ait perte ou non de la moitié du fonds social et il

serait alors procédé à la liquidation de ladite Société.

Et autres conventions insérées audit acte dont une expédition a été déposée le 3 décembre 1918, au Secrétariat-Greffe du Tribunal de première Instance de Casablanca où tout créancier pourra faire dans les quinze jours au plus tard de la deuxième insertion la déclaration prescrite par l'article 2 du Dahir du 31 décembre 1914 sur la vente et le nantissement des fonds de commerce.

Pour première insertion.

Le Secrétaire-Greffier en Chef,
LETORT.

EXTRAIT

du Registre du Commerce tenu au Secrétariat-Greffe du Tribunal de première Instance de Casablanca.

Aux termes d'un acte sous-seing privé, enregistré, en date du 24 septembre 1917, déposé aux minutes notariales du Secrétariat-Greffe du Tribunal de première Instance de Casablanca, suivant acte, enregistré, du 30 novembre 1918.

M. François PUJO, négociant, demeurant à Casablanca, aux Roches Noires, agissant tant en son nom personnel qu'au nom et pour le compte tant de son frère Emile PUJO, actuellement mobilisé, que de la Société de fait « PUJO FRÈRES », a reconnu qu'il était débiteur ainsi que son frère et ladite Société d'une certaine somme envers M. David Alexandre, négociant à Casablanca, rue de la Marine et M. Oram Benzimra, demeurant à Casablanca, rue des Ouled Ziane, pour loyers arriérés du local où s'exploite la scierie mécanique PUJO FRÈRES, sise aux Roches Noires; il a reconnu également avoir reçu en espèces à titre de prêt une certaine somme de M. Alexandre personnellement, tant pour son compte que pour son frère et ladite Société.

A la sûreté et garantie du remboursement desdites sommes ensemble tous intérêts et

accessoires M. PUJO sés-qualités, a affecté à titre de nantissement en gage au profit de MM. Alexandre et Benzimra, le fonds de commerce et industrie de scierie mécanique, menuiserie et charpente, exploité aux Roches Noires, et lui appartenant ainsi qu'à son frère, ou à la Société « PUJO FRÈRES », ensemble tous les accessoires dudit fonds, suivant clauses et conditions insérées audit acte dont une expédition a été déposée le 5 décembre 1918, au Secrétariat-Greffe du Tribunal de première Instance de Casablanca.

Les parties font élection de domicile en leurs demeures respectives.

Pour première insertion.

Le Secrétaire-Greffier en Chef,
LETORT.

SECRETARIAT-GREFFE

DU

TRIBUNAL DE PREMIÈRE INSTANCE DE RABAT

Distribution par contribution
MOHAMED EL MAROUFI

N° 13 du Registre d'ordre.

M. Lignères, juge-commissaire.

Le public est informé qu'il est ouvert au Secrétariat du Tribunal de première Instance de Rabat, une procédure de distribution par contribution des sommes provenant de la vente judiciaire d'un immeuble situé banlieue de Rabat, lieu dit : « Ras el Khendz », saisi à l'encontre du sieur MOHAMED EL MAROUFI, propriétaire à Rabat.

En conséquence, tous les créanciers du sieur MOHAMED EL MAROUFI devront adresser leurs bordereaux de production avec titres de créance et toutes pièces justificatives au Secrétariat du Tribunal de première Instance de Rabat dans le délai de trente jours à compter de la deuxième insertion le tout à peine de forclusion.

Pour deuxième et dernière insertion.

Le Secrétaire-Greffier en Chef,
ROUYRE.

VILLE DE RABAT

TRAVAUX MUNICIPAUX

Travaux en dehors
des adjudications spéciales

AVIS D'ADJUDICATION

Le 28 décembre 1918, à 16 heures, dans les bureaux des Services Municipaux de Rabat, rue Sidi Fatah, il sera procédé à l'adjudication au rabais, sur soumission cachetée, des Travaux en dehors des Adjudications spéciales, pour la période s'étendant du 1^{er} janvier au 31 décembre 1919.

Cautionnement provisoire : 300 francs,

Cautionnement définitif : 400 francs,

A verser dans les conditions fixées par le Dahir du 26 janvier 1917

Les soumissions seront établies sur papier timbré et contenues dans une enveloppe cachetée, les certificats et références ainsi que le récépissé du versement du cautionnement provisoire étant eux-mêmes présentés sous pli séparé.

Les pièces concernant ladite adjudication pourront être consultées au siège des Services Municipaux (2^e Bureau).

Rabat, le 5 décembre 1918.

Le Contrôleur Civil,
Chef des Services Municipaux,
REVILLIOD.

EXTRAIT

du Registre du Commerce tenu au Secrétariat-Greffe du Tribunal de première Instance de Casablanca.

Par acte sous-seing privé, enregistré, en date, à Casablanca, du 26 octobre 1918, déposé aux minutes notariales du Secrétariat-Greffe du Tribunal de première Instance de Casablanca, suivant acte, enregistré, du 30 novembre 1918

M. Gustave François LAMOTHE, constructeur mécanicien, demeurant à Casablanca, rue Ledru-Rollin, a vendu à M. Louis COUTHOUIS, forgeron, demeurant à Casablanca, boulevard Front de Mer, mobilisé comme soldat au Parc d'Artillerie à Casablanca, son fonds de charbonnerie et de matériel agricole dit : « DOCKS DE L'AGRICULTURE », exploité à Casablanca, rue Ledru-Rollin, comprenant l'installation, le droit au bail, la clientèle, les contrats en cours, le matériel, les travaux en cours, les marchandises et, d'une manière générale, tout l'actif commercial de M. LAMOTHE, à l'exception des créances à recouvrer, suivant clauses et conditions insérées audit acte dont une expédition a été déposée, le 7 décembre 1918, au Secrétariat-Greffe du Tribunal de première Instance de Casablanca, où tout créancier pourra former opposition dans les quinze jours au plus tard après la seconde insertion du présent.

Pour première insertion.

Le Secrétaire-Greffier en Chef,
LETORT.

SECRETARIAT-GREFFE

DU

TRIBUNAL DE PAIX DE FÈS

Par ordonnance du 7 décembre 1918 de M. le Juge de Paix de Fès, la succession du sieur BALASSAKIS Elie Nicolas, sujet grec décédé à Meknès, hôpital Louis, le 31 août 1918, a été déclarée présumée vacante.

Les héritiers, créanciers et autres ayants-droit sont invités à se faire connaître au Curateur et à produire leurs titres dans le plus bref délai.

Le Secrétaire-Greffier en Chef,
Curateur aux successions vacantes,
L. PEYRE.

RÉSIDENCE GÉNÉRALE DE FRANCE AU MAROC
RABAT

SERVICE DES BEAUX-ARTS

Construction de nouvelles Bénikas
au Palais de Sa Majesté le Sultan à Rabat

AVIS D'ADJUDICATION

Le 14 décembre 1918, à quinze heures, dans les bureaux du Service des Beaux-Arts à Rabat, il sera procédé à l'adjudication au rabais, sur soumissions cachetées, des travaux ci-dessous :

Construction de bâtiments destinés aux nouvelles Bénikas de Sa Majesté le Sultan à Rabat.

Travaux à l'entreprise..... 302.081 80

Somme à valoir 62.918 20

Total 365.000 00

Cautionnement provisoire 3.000 00

Cautionnement définitif 6.000 00

A verser dans les conditions prévues au Dahir du 26 janvier 1917.

Les soumissions devront être établies sur papier timbré et contenues dans une enveloppe cachetée, les certificats et références, ainsi que le récépissé de versement du cautionnement provisoire étant eux-mêmes sous pli séparé.

Les pièces du projet peuvent être consultées tous les jours dans les bureaux du Service des Beaux-Arts.

TRIBUNAL DE PAIX DE CASABLANCA

Par ordonnance de M. le Juge de Paix de Casablanca, en date du 30 novembre 1918 la succession de M. Louis de FRONTIN, décédé à Casablanca, le 30 novembre 1918, en son vivant ingénieur, directeur de la Société « Dyle et Bacalan », demeurant à Casablanca, 218, route de Médiouna, a été déclarée présumée vacante.

En conséquence, le Curateur, invite les ayants-droit et les créanciers de la succession à se faire connaître et à lui produire toutes pièces justificatives de leurs qualités ou leurs titres de créances.

Le Curateur aux successions vacantes,
D. A. ZEVACO.

EXTRAIT

du Registre du Commerce, du Secrétariat-Greffe du Tribunal de première Instance de Rabat.

Inscription n° 158 du 9 décembre 1918:
COMPAGNIE AGRONOMIQUE MAROCAINE

Inscription requise pour le ressort du Tribunal de première Instance de Rabat, par M. Henry BAUDIN, demeurant à Paris, 36, avenue Mozart, agissant en qualité de Président du Conseil d'administration de la Société anonyme Marocaine dite : COMPAGNIE AGRONOMIQUE MAROCAINE », au capital de 500.000 francs, dont le siège social est à Casablanca, rue de la Marine, villa Calpe.

De la dénomination « COMPAGNIE AGRONOMIQUE MAROCAINE ».

Dont ladite Société est propriétaire pour tout le Maroc

Requête déposée ce jour.

Le Secrétaire-Greffier en Chef,
ROUYRE.

PROTECTORAT DE LA FRANCE AU MAROC

TRIBUNAL DE PREMIÈRE INSTANCE DE RABAT

SECRETARIAT

D'un jugement contradictoirement rendu par le Tribunal de première Instance de Rabat, le 25 septembre 1918, entre :

1^o M^{rs} Félix PAQUET du VILLARD, conducteur d'automotrices aux chemins de fer militaires du Maroc, demeurant à Rabat, d'une part ;

2^o Mme Maria RUIZ, épouse du sieur PAQUET du VILLARD, résidant de fait à Rabat, rue d'Agadir, maison Teste, d'autre part ;

Il appert que le divorce a été prononcé entre le sieur Louis Félix Paquet du Villard et la dame Maria Ruiz, aux torts et griefs de cette dernière.

Rabat, le 11 décembre 1918.

Le Secrétaire-Greffier en Chef,
ROUYRE.

EXTRAIT

du Registre du Commerce tenu au Secrétariat-Greffe du Tribunal de première Instance de Casablanca.

Inscription requise par M. Antoine DE PERRETI, demeurant à Rabat, boulevard El Alou, de la firme dont il est l'unique propriétaire :

PAPETERIES MAROCAINES

Bureau Central Rabat. Succursales dans toutes les villes du Maroc

Déposée le 6 décembre 1918, au Secrétariat-Greffe du Tribunal de première Instance de Casablanca.

Le Secrétaire-Greffier en Chef,
LETORT.